

CPPA : Danone veut un bon prix et Metro, de la sécurité



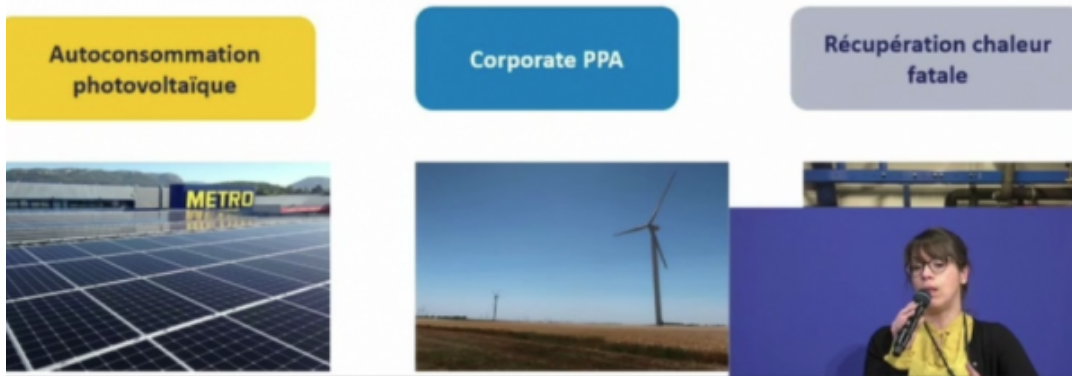
« Les *corporate PPA* dans les énergies renouvelables, Danone en signe partout dans le monde et sur l'additionnalité exclusivement. Nous en sommes à notre onzième en Indonésie. Mais nous n'en avons pas encore en France, où il est difficile de trouver un contrat moins cher que le marché . » Cyndi Kohuska, responsable énergie de cette multinationale de l'alimentation, à statut d'entreprise à mission, résumait en quelques mots l'obstacle majeur à ses yeux des contrats d'achat de gré à gré d'électricité renouvelable en France aujourd'hui, lors de la conférence EnR Entreprises organisée le 12 janvier par l'institut Orygeen, France Energie éolienne et Enerplan.

Fournir pendant 20 ans

Fin de partie dans l'Hexagone pour cette forme de commercialisation, tant que le prix de l'électricité nucléaire reste bas ? Pas si sûr. D'autres entreprises l'envisagent autrement. A l'image de l'enseigne Metro, déjà expérimentée et qui travaille sur de nouveaux contrats, en sortie d'obligation d'achat et en additionnalité, comme l'annonce Coralie Lang-Damerose, responsable du service énergie de ces magasins grossistes. Le coût de l'énergie lui paraît certes un sujet essentiel, mais l'obstacle principal réside avant tout dans « le risque de contrepartie. On l'évoque en général pour le vendeur, mais l'inverse est aussi vrai. Le producteur EnR doit être capable de fournir pendant 20 ans pour Metro ». Un danger que Danone, pour sa part, écarte en refusant de contractualiser avec des « *newcomers* », signant seulement avec de grands fournisseurs.



CONSOMMER 100% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES PRODUITES LOCALEMENT



Pour se trouver approvisionné à 100% en énergies renouvelables et locales en 2030, Metro ne peut donc pas compter sur les seuls *CPPA*. L'enseigne s'est tournée vers l'autoconsommation solaire et son programme n'est pas mince : 12 magasins doivent être équipés de panneaux solaires cette année, 7 le sont déjà, avec un objectif de 22 en tout pour le moment. Le tiers financement est ici privilégié, car les retours sur investissement direct sont trop faibles selon les critères de Metro.

En conséquence, les freins sont ici moins d'ordre économique que juridique et technique. Par exemple, le cas par cas épuisant dans les demandes d'autorisation et les incertitudes qu'entraînent les appels d'offres publics. Mais aussi, le sort à réserver à la production dominicale et lors des jours fériés, quand les magasins sont fermés. Un problème que rencontrent aussi les industriels, dans l'autoconsommation de chaleur renouvelable et que signale Bertrand Walle, directeur énergie et stratégie climatique du chimiste Boréal, utilisateur de chaudières biomasse difficiles à arrêter et redémarrer sous 24 heures.

Un fonds de garantie ?

L'une des solutions ? La mise en commun de l'énergie et l'extension des périmètres des opérations, estime Éric Delteil, directeur Europe de Total Low Carbon Solution et qui essaie de proposer des solutions globales à ses clients : « Le partage pourrait simplifier la problématique, notamment via les boucles locales de chaleur. C'est plus difficile pour l'instant dans l'électricité en autoconsommation collective. Faire discuter les entreprises est compliqué, ne serait-ce que parce que les tensions électriques utilisées diffèrent... » Lors de la conception d'une opération d'autoconsommation collective électrique de 2,5 MW, Éric Delteil a constaté qu'une vingtaine de contrats se révélaient nécessaires, « certains n'existant pas en France à l'heure actuelle ».

Basé sur des ressources renouvelables et réparties, ce qui est déjà une révolution, le nouvel approvisionnement énergétique des entreprises passe certainement par plus de sécurité contractuelle entre les parties prenantes – un fonds de garantie a été évoqué lors de la conférence – et par ce partage souhaité par Total. Métro fait d'ailleurs le même constat sur le terrain. L'enseigne souhaiterait ne plus gaspiller d'importantes quantités de chaleur fatale produites par ses groupes froids – c'est le troisième pilier de sa

www.greenunivers.com
Pays : France
Dynamisme : 4



Page 3/3

[Visualiser l'article](#)

stratégie bas carbone, avec les *corporate PPA* et l'autoconsommation. Possible en hiver, mais qu'en faire en été ? « Pour l'instant, ce projet ne marche pas et c'est un problème sérieux, regrette Coralie Lang-Dameroze. Il faudra travailler à l'échelle des territoires. »